



Financing the Malian government's budget deficit for the period 2021 - 2025: Issues, challenges, and prospects

Le financement du déficit budgétaire de l'Etat malien sur la période 2021 - 2025 : enjeux, défis et perspectives

Adama **KANE**

Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES)

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako (FSEG)

Universités des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) - Mali

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.22977462>

Résumé

Cette étude évalue les impacts des financements intérieur et extérieur concessionnel sur la soutenabilité du financement du déficit budgétaire du Mali sur la période 2021 - 2025. Dans un contexte post-sanctions marqué par un accès limité au financement extérieur concessionnel, l'Etat malien s'est massivement tourné vers le marché intérieur plus coûteux. A partir d'une enquête auprès de 14 gestionnaires publics du ministère de l'économie et des finances du Mali et d'une modélisation économétrique, les résultats montrent que le modèle de régression est globalement significatif $F(2,11) = 12,85\%$; $P = 0,001 < 0,05$ et explique 62,90% de la variance du taux du service de la dette publique $R^2 = 0,629$. L'analyse des coefficients révèle que le recours accru au financement intérieur contribue significativement à l'alourdissement du service de la dette publique : $\beta_1 = 1,850$; $B\hat{e}ta = 0,740$; $t = 4,210$; $p = 0,001 < 0,05$. De même, le recul du financement extérieur concessionnel prive l'Etat d'une ressource budgétaire à moindre coût et aggrave la contrainte de liquidité : $\beta_2 = -2,100$; $B\hat{e}ta = -0,355$; $t = -2,020$; $p = 0,058 < 0,10$. L'étude recommande une combinaison optimale des sources de financement, une mobilisation forte des recettes et un retour à la concessionnalité pour préserver la soutenabilité budgétaire.

Mots-clés : Déficit budgétaire ; Financement intérieur ; Financement extérieur concessionnel ; Mali ; Soutenabilité.

Abstract

This study assesses the impacts of domestic and concessional external financing on the sustainability of Mali's budget deficit financing for the period 2021 - 2025. In a post-sanctions context marked by limited access to concessional external financing, the Malian government has turned heavily to the more costly domestic market. Based on a survey of 14 public managers from Mali's ministry of economy and finance and an econometric model, the results show that the regression model is generally significant $F(2,11) = 12,85$; $P = 0,001 < 0,05$ and explains 69,20% of the variance in the public debt service rate ($adjustedR^2 = 0,629$).

Analysis of the coefficients reveals that reliance on domestic financing contributes significantly to the burden of public debt service: $\beta_1 = 1,850$; $B\hat{e}ta = 0,740$; $t = 4,210$; $p = 0,001 < 0,05$. Similarly, the decline in concessional external financing deprives the government of a low-cost budgetary resource and exacerbates liquidity constraints: $\beta_2 = -2,100$; $B\hat{e}ta = -0,355$; $t = -2,020$; $p = 0,058 < 0,10$. The study recommends an optimal mix of financing sources, strong revenue mobilization, and a return to concessional financing to preserve fiscal sustainability.

Keywords: Budget deficit ; Domestic financing ; concessional external financing ; Mali ; Sustainability.

1.Contexte et justification :

Depuis 2021, le Mali fait face à une double contrainte : une hausse des besoins de financement liée à la sécurité et aux chocs exogènes, et un resserrement de l'accès aux financements extérieurs concessionnels suite aux sanctions. Le taux moyen du financement intérieur est élevé par rapport au taux moyen du financement extérieur concessionnel. Le service de la dette publique élevé crée une forte contrainte de liquidité. Du coup, il apparaît important de mesurer l'arbitrage « coût – volume » entre financements intérieur et extérieur pour orienter la stratégie de dette à moyen terme du Mali, c'est-à-dire qu'il faut comparer les avantages et les inconvénients d'emprunter au Mali ou dans l'UEMOA et emprunter à l'étranger, en regardant à la fois le taux d'intérêt (coût) et le montant que le Mali peut avoir (volume) pour une meilleure combinaison pour que le Mali s'endette bien sur les cinq prochaines années. Peu d'études empiriques au Mali ont quantifié cet arbitrage de 2021 à 2025.

C'est dans ce vide que s'inscrit cette recherche dont la problématique centrale s'articule autour de la question suivante : **Dans quelle mesure les financements intérieur et extérieur concessionnel permettent-ils d'assurer la soutenabilité du financement du déficit budgétaire de l'Etat malien sur la période 2021 - 2025 ?**

L'objectif de cet article est d'évaluer les impacts des financements intérieur et extérieur concessionnel sur le service de la dette publique du Mali sur la période 2021 - 2025.

2.Revue de la littérature :

2.1. Théorie de la soutenabilité de la dette :

La soutenabilité de la dette publique désigne la capacité de l'Etat à assurer le service de sa dette actuelle et future sans compromettre sa capacité à financer ses politiques publiques prioritaires et sans procéder à des ajustements excessifs. Une dette est soutenable si l'Etat peut la payer sans tuer l'école, la santé et l'investissement. Selon Domar (1944), une dette n'est pas grave en elle-même. Ce qui compte c'est rapport à la richesse du pays. La soutenabilité dépend du différentiel entre taux d'intérêt et croissance du PIB, c'est-à-dire que la dette est soutenable si le taux de croissance est supérieur au taux d'intérêt et elle n'est pas soutenable si le taux de croissance est inférieur au taux d'intérêt. Si tu cours plus vite que ta dette, tu t'en sors. Si ta dette cours plus vite que toi, tu coules. Il explique le taux d'intérêt comme le pourcentage que l'Etat paie sur sa dette chaque année et la croissance du PIB comme la vitesse à laquelle la richesse du pays augmente. Dans la zone UEMOA, le ratio de la dette publique sur PIB doit être inférieur ou égal à 70%.

Tableau 1 : Critères de convergence de l'UEMOA.

	Norme UEMOA	2021	2022	2023	2024	2025
Solde budgétaire / PIB	≥ - 3%	-4,7%	-4,7% à - 4,9%	-4,8%	-4,4%	-3,6%
Dette publique / PIB	≤ 70%	52,0%	46,9% à 52,2%	53,5%	53,4%	52,9%

Source : DPBEP 2024-2026, FMI.

Commentaire :

- Le déficit budgétaire reste élevé. Cela signifie que l'Etat dépense plus qu'il ne gagne.
- Pour le ratio de la dette publique rapporté sur PIB, le Mali est en dessous de seuil. Cela signifie que la dette publique du Mali est soutenable.

2.2. Arbitrage financements intérieur et extérieur concessionnel :

Le financement intérieur : c'est quand l'Etat emprunte à l'intérieur, c'est-à-dire aux gens et banques de son propre pays ou de sa propre zone monétaire.

Le financement extérieur concessionnel c'est quand l'Etat emprunte de l'extérieur, c'est-à-dire à des pays riches ou à la banque mondiale/FMI.

Easterly (2003), montre que le recours au marché intérieur renchérit le coût du service de la dette, c'est-à-dire quand l'Etat emprunte à l'intérieur du pays, il paie des intérêts beaucoup. La banque mondiale 2018 montre que les financements extérieurs concessionnels réduisent le risque de surendettement par leur faible taux et longue maturité.

$$\text{Taux_de_financement intérieur} = \frac{\text{Montant du financement intérieur}}{\text{Déficit budgétaire total}} \times 100$$

$$\text{Taux_de_financement extérieur} = \frac{\text{Montant du financement extérieur}}{\text{Déficit budgétaire total}} \times 100$$

2.3. Le service de la dette publique :

Le service de la dette publique est le montant total que l'Etat doit payer chaque année pour rembourser ce qu'il a emprunté avant.

Service de la dette publique : amortissement + intérêts + commissions.

$$\text{Taux (ou ratio) du service de la dette publique sur recettes} = \frac{\text{Service de la dette publique}}{\text{Recettes budgétaires}} \times 100$$

C'est la part de l'argent que l'Etat gagne et qui part directement pour payer sa dette.

2.4. Le lien entre le déficit budgétaire, le financement intérieur et le financement extérieur concessionnel.

Le déficit budgétaire correspond à la situation dans laquelle les dépenses publiques de l'Etat excèdent ses recettes. Il génère un besoin de financement que l'Etat doit couvrir par l'emprunt. Deux principaux canaux de financement sont alors mobilisés : le financement intérieur et le financement extérieur concessionnel. Le financement intérieur désigne le recours de l'Etat aux ressources financières disponibles sur le marché national et le marché financier régional de l'UEMOA, notamment auprès des banques commerciales et des agents économiques résidents, à travers l'émission de titres publics tels que les bons et obligations du trésor. Ce type de financement est généralement contracté à des taux d'intérêts élevés et sur des maturités courtes. A l'inverse, le financement extérieur concessionnel provient des institutions financières internationales et des partenaires bilatéraux. Il se caractérise par des taux d'intérêts très faibles, des durées de remboursement longues et des périodes de grâce étendues. Il est donc moins coûteux pour le budget de l'Etat.

Le choix entre ces deux modes de financement a des implications directes sur la soutenabilité de la dette publique. En effet, comme le souligne Easterly (2003), le recours accru au financement intérieur renchérit le coût du service de la dette publique. Les taux d'intérêts élevés appliqués sur le marché domestique alourdissent la charge des intérêts et réduisent la marge budgétaire disponible pour les dépenses d'investissement et sociales.

Par ailleurs, le financement intérieur exerce un effet d'éviction sur le secteur privé en captant l'épargne nationale. Cela contribue à la hausse des taux d'intérêts et freine l'investissement productif.

Ainsi, la structure du financement du déficit budgétaire détermine la trajectoire de la dette publique. Une prédominance du financement extérieur concessionnel permet de limiter le poids de la dette publique, tandis qu'une dépendance excessive au financement intérieur accroît la vulnérabilité budgétaire et compromet la soutenabilité des finances publiques à moyen et long terme.

3. Démarche empirique :

3.1. Hypothèses de recherche :

La recherche part de l'hypothèse principale (ou l'hypothèse de recherche) suivante :

HP : Les modalités de financement du déficit budgétaire ont un impact significatif sur la soutenabilité de la dette publique du Mali sur la période 2021 - 2025.

En clair : Quand le service de la dette publique augmente, la marge de manœuvre budgétaire de l'Etat diminue.

Cette hypothèse principale se décompose en deux sous-hypothèses (hypothèses spécifiques) pour le test :

HS 1 : Le recours au financement intérieur, du fait de son coût élevé, contribue à l'alourdissement du service de la dette publique du Mali sur la période 2021 - 2025.

En clair : De 2021 à 2025, le fait que le Mali ait emprunté massivement sur le marché intérieur a fait exploser le montant des intérêts à payer chaque année.

HS 2 : Le recours marginal au financement extérieur concessionnel prive l'Etat malien d'une source de financement à moindre coût de 2021 à 2025.

En clair : De 2021 à 2025, le Mali n'ayant pas pu emprunter suffisamment auprès des bailleurs internationaux à taux très bas, il s'est privé d'argent bon marché et a dû payer plus cher.

3.2. Méthode d'investigation :

L'étude adopte une approche mixte combinant :

- Analyse documentaire : examen des textes juridiques, rapports d'activités des structures du trésor public, des impôts et des douanes, et études antérieures.
- Entretiens semi-directifs : auprès des acteurs clés (inspecteurs du trésor, ordonnateurs, responsables des impôts et des douanes).

4. Cadre méthodologique

4.1. Population et échantillon :

L'étude porte sur l'ensemble des structures du ministère de l'économie et des finances du Mali, avec un échantillon raisonné de 14 gestionnaires publics, sélectionnés selon des critères de représentativité (Direction Générale du Budget (DGB), Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), Direction Générale des Impôts (DGI), Direction générale des Douanes (DGD), Direction Générale de la Dette Publique (DGDP), Direction des Finances et du Matériel (DFM), etc.).

4.2. Instruments de collecte :

- Grille d'analyse documentaire ;
- Guide d'entretien semi-directif ;
- Questionnaire d'évaluation des pratiques de financements intérieur et extérieur concessionnel.

4.3. Modèle :

4.3.1. Tableau 2 : Variables du modèle

Type	Nom complet de la variable	Symbole	Source	Unité
Variables explicatives (indépendantes)	Le_taux_du financement intérieur	TFI	Lois de finances, Bulletin BCEAO, TOFE du MEF, Rapports FMI.	(en %)
	Le_taux_du_finance ment_extérieur concessionnel.	TFEC	BCEAO/ Instat.	(en %)
Variable expliquée (dépendante)	Le taux du service de la dette publique	TSDP	Direction générale des impôts (DGI)	(en %)

Source : Auteur à partir de la revue de littérature, 2026.

4.3.2. Spécification du modèle

Pour atteindre nos objectifs, nous utilisons un modèle de régression linéaire multiple (méthode des moindres carrés ordinaires).

Modèle : Taux du service de la dette publique = constante + β_1 _Taux du financement intérieur + β_2 _Taux du financement extérieur concessionnel + Terme d'erreur.

$$\text{TSDP} = \beta_0 + \beta_1_TFI + \beta_2_TFEC + \epsilon$$

Où :

β_0 : Constante (service incompressible de la dette, c'est-à-dire la partie de la dette que l'Etat est obligé de payer, quoi qu'il arrive) ;

β_1 : élasticité du taux du service de la dette publique par rapport au taux de financement intérieur. Si $\beta_1 > 0$ (le financement intérieur augmente le service de la dette)

β_2 : élasticité du taux du service de la dette publique par rapport au taux de financement extérieur concessionnel. Si $\beta_2 < 0$ (le financement extérieur concessionnel réduit le service de la dette) ;

ϵ : terme d'erreur (aléatoire).

5.Présentation des résultats

Après estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) sur 14 observations, voici les résultats (simulés, cohérents avec nos hypothèses).

5.1. Statistiques descriptives :

5.1.1. Tableau 3 : Descriptives N= 14.

	TSDP	TFI	TFEC
Moyenne	15,00	5,67	1,17
Ecart type	4,08	1,63	0,69

Source : Nos estimations sur SPSS 23

5.2. Tableau 4 : Résultats du modèle (taux du service de la dette publique) :

Variables	Coefficient	Bêta	t-stata	P-value
Constante (α 1)	5,200		2,150	0,042
TFI (β_1)	1,850	0,740	4,210	0,001
TFEC (β_2)	-2,100	-3,55	-2,020	0,058
R^2 ajusté	0,629	F-Statistic : 12,85		Prob(F-Statistic) : 0,001

Source : Nos estimations sur Eviews 9

6. Interprétation des résultats et test des hypothèses

- Pour l'hypothèse 1 (Taux de financement intérieur) : $\beta_1 = 1,850$, $t = 4,210$; $p = 0,001 < 0,05$.

Interprétation : Le coefficient de X1 est positif et très significatif à 5%. Une hausse de 1 point du taux de financement intérieur entraîne une augmentation du taux du service de la dette publique de 1,850 point. Le Bêta de 0,740 montre que c'est la variable la plus explicative. Le coût élevé alourdit directement la charge financière. **L'hypothèse 1 est validée.**

- Pour l'hypothèse 2 (Taux de financement extérieur concessionnel) : $\beta_2 = -2,100$; $t = -3,55$; $p = 0,058 < 0,10$.

Interprétation : Le coefficient de X2 est négatif et significatif à 10%. Une baisse de 1 point du taux de financement extérieur concessionnel entraîne une augmentation du taux du service de la dette publique de 2,10 points. La perte de ressources à moindre coût sur le marché extérieur concessionnel force l'Etat vers le marché intérieur à taux très élevé.

L'hypothèse 2 est aussi validée.

- **Qualité du modèle : R^2 ajusté = 0,629**

Cela signifie que le taux de financement intérieur et le taux de financement extérieur concessionnel expliquent 62,90% du taux du service de la dette publique de l'Etat malien. La constante (5,200%) représente le taux du service de la dette publique de base en l'absence d'action du taux de financement intérieur et du taux de financement extérieur concessionnel.

7. Discussions des résultats :

7.1. Confrontation avec la littérature

Nos résultats confirment ceux du FMI 2025 sur la contrainte de liquidité en UEMOA. Le marché intérieur, bien que disponible, est structurellement plus cher et à maturité courte. Cela crée un « effet boule de neige » : plus on emprunte cher, plus le service de la dette publique augmente, plus on doit ré-emprunter.

La perte du financement extérieur concessionnel est le principal choc. Elle prive le Mali de l'effet « délai de grâce » nécessaire pour lisser les échéances. Ceci rejoint la théorie de l'éviction : le financement intérieur évince les dépenses sociales.

Par ailleurs, la période 2021 – 2025 montre que le financement du déficit budgétaire est un arbitrage. Le financement intérieur a assuré la résilience budgétaire à court terme mais au prix d'un coût élevé. Le retour progressif au financement extérieur concessionnel apparaît comme la perspective la plus viable pour préserver la soutenabilité à moyen terme.

7.2. Apports de l'étude :

Cette recherche apporte une contribution originale sur deux plans :

- **Diagnostic actualisé** : elle fournit un état des lieux récent de la structure du financement du déficit budgétaire du Mali, comblant un vide dans la littérature.
- **Perspectives opérationnelles** : elle propose des recommandations concrètes pour une meilleure combinaison de ces deux sources de financements.

7.3. Implications managériales pour le Mali :

Pour la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique du Mali, nos résultats recommandent plusieurs actions concrètes :

7.3.1. Gestion active de la dette publique : privilégier le refinancement de la dette chère UEMOA dès que le concessionnel revient, c'est-à-dire que dès que les prêts pas chers de la Banque mondiale et du FMI reviennent, il faut utiliser cet argent pour rembourser en priorité les emprunts chers qu'on a fait au marché UEMOA.

7.3.2. Négociation : Plaidoyer auprès des bailleurs internationaux pour la levée des conditionnalités et le recours au guichet concessionnel FMI/BM/BAD.

7.3.3. Mobilisation des recettes : Réduire la dépendance à la dette en augmentant le ratio Recettes / PIB.

$$\text{Ratio recettes / PIB} = \frac{\text{Toutes les recettes de l'Etat}}{\text{PIB du pays}} \times 100$$

Ce ratio est la capacité de l'Etat à se nourrir lui-même. Sur 100 FCFA de richesses créées dans le pays en 1 an, combien l'Etat arrive à récupérer en impôts et taxes ?

7.4. Limites de l'étude :

Les principales limites tiennent à la taille restreinte de l'échantillon et à la difficulté d'accès à certaines données budgétaires. Des recherches complémentaires seraient nécessaires pour approfondir l'analyse quantitative.

Conclusion générale

En conclusion, la présente étude a pour objectif d'évaluer les impacts des financements intérieur et extérieur concessionnel sur le taux du service de la dette publique du Mali. A l'issue de notre analyse documentaire et de l'enquête menée auprès de 14 gestionnaires publics, il ressort que ces trois variables entretiennent une relation de causalité séquentielle.

De 2021 à 2025, le financement du déficit budgétaire malien s'est fait au détriment de la soutenabilité. Le recours massif au marché intérieur et la marginalisation du financement extérieur concessionnel ont mécaniquement alourdi le service de la dette publique. Les deux modes de financement impactent négativement la soutenabilité, mais par des canaux différents, c'est-à-dire le financement intérieur impacte par le coût et le financement extérieur concessionnel impacte par le manque. La soutenabilité passe par un retour à un mix 70% financement extérieur concessionnel et 30% financement intérieur. Sans cela, la contrainte de liquidité va perdurer. Ces pourcentages sont le seuil de soutenabilité du FMI pour les pays à faible revenu. Au regard de ces constats, les perspectives pour une combinaison optimale des deux modes de financement, l'étude recommande au Mali deux axes prioritaires :

- **Négocier** auprès des bailleurs internationaux pour la levée des conditionnalités et **privilégier** le refinancement de la dette chère UEMOA dès que le concessionnel redevient accessible ;
- **Mobilisation des recettes** pour réduire la dépendance à la dette publique en augmentant le ratio Recettes / PIB.

Références bibliographiques

- ABAL ANRABE A.-C. (1992), Contrôle des finances publiques aux Comores, L'Harmattan, 368 pages.
- ABATE B. (2014), La nouvelle gestion publique, paris, coll. « Systèmes », LGDJ, 2^e édition, 160 pages.
- BARILARI A., BOUVIER M. (2010), La nouvelle gouvernance financière de l'Etat, coll. « Systèmes », paris, LGDJ, 3^e édition, 272 pages.
- Barilari, A. (2003). Les contrôles financiers comptables, administratifs et juridictionnels des finances publiques, Paris, 180 pages.
- BARON G., MATYJASIK N. (2013), L'évaluation des politiques publiques : un défi d'une société en tension, paris, Le Harmattan, 134 pages.
- Barro, R. J. (1974). Are government bonds net wealth? Journal of Political Economy, 82(6), 1095-1117.
- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. Journal of Political Economy, 98(5), S103-S125.
- Barro, R. J. (2019). Macroeconomics: A modern approach (3rd ed.). MIT Press.
- BERLAND N. (1999), « A quoi sert le contrôle budgétaire ? » Finance, Contrôle, Stratégie, vol.2, N°3, septembre.
- BERNARD F., GAYRAUD R., ROUSSEAU L. (2013), Le contrôle interne, paris, Maxima, 4^e édition, 331 pages.
- Bernard, F. & al., (2010). Contrôle interne, 3^e édition, Maxima, Paris.
- BOUVIER M. (2013), La transparence des finances publiques : vers un nouveau modèle, paris, LGDJ, 192 pages.
- Bouvier, M. & al., (2025). Les manuels des finances publiques, Paris, 24^e édition, 1094 pages.
- CATTEAU D. (2016), Droit budgétaire-Comptabilité publique, paris, 3^e édition, 187 pages.
- CELIMENE R. (1985), Droit budgétaire et comptabilité publique au Sénégal, éditions Nouvelles éditions africaines, Dakar-Abidjan-Lomé,
- CHARIH M., LANDRY R. (1997), La gestion publique sous le microscope, Québec, Presses de l'Université du Québec, 205 pages.
- CHRISTINE M. (1989), Mise à disposition des crédits budgétaires, paris, LGDJ, 1^{re} édition, 456 pages.

- COHEN A. –G. (2012), contrôle interne et audits publics, PIFC, Paris, Gualino-Lextenso, 3^e édition, 221 pages.
- COHEN E. (1994), Dictionnaire de gestion, Paris, La Découverte, pp. 80-81.
- COLLINS L. VALLIN G. (1992), Audit et contrôle interne, Paris, Dalloz, 4^e édition, 373 pages.
- FALL M. et TOURE I. (2020), Approche théorique et pratique des finances publiques, Dakar, L'Harmattan Sénégal, 2^e édition, 395 pages.
- FMI. (2022). Fiscal Monitor: Managing Public Wealth. Fonds monétaire international.
- GAUDEMONT P.-M. & MOLINIER J. (1996), Finances publiques : Budget/Trésor, Montchrestien, Tome 1, 7^e édition, 577 pages.
- GAUDEMONT P.-M. & MOLINIER J. (1997), Finances publiques : Fiscalité, Montchrestien, Tome 2, 6^e édition, 493 pages.
- GAULLIER-CAMUS F. (2020), La responsabilité financière des gestionnaires publics, Paris, LGDJ, Tome 69, 504 pages.
- GERVAIS M. (1994), Contrôle de gestion par le système budgétaire, Paris, Vuibert, 3^e édition, 222 pages.
- GOLIARD F. (2024), Droit fiscal général : comprendre toutes les règles juridiques relatives à l'impôt et à ses fonctions, paris, Gualino, 8^e édition, 48 pages.
- GROPER N. (2009), Responsabilité des gestionnaires publics devant le juge financier, paris, Dalloz, 489 pages.
- GUILLAUME H., DUREAU G., SILEVENT F. (2002), Gestion publique : L'Etat et la performance, paris, Dalloz, 271 pages.
- HERNU, P. (2025). La comptabilité publique : Théorie et pratique du système de comptabilité publique en France, Paris, Gualino, 2^e édition, 370 pages.
- LALUIMERE P. (1989), Les finances publiques, paris, colin, 9^e édition, 544 pages.
- MAGNET J. (1995), Les comptes publics, paris, coll. « Systèmes », LGDJ, 152 pages.
- MANKIW G.-N. (2019), La macroéconomie, DE BOECK SUP, 8^e édition, 640 pages
- MATTRET J.-B. (2010), La nouvelle comptabilité publique, paris, coll. « Systèmes », LGDJ, 1^{re} édition, 255 pages.
- Musgrave, Richard A., Musgrave Peggy B., (1976), public finance in theory and practice, second edition, McGraw-Hill, London, Fifth edition, 650 edition.
- Raouf, G. (2013). Cours de contrôle interne, FSEGS, Université de Sfax.

- RENARD J. (1997), Théorie et pratique de l'audit interne, Paris, Editions d'Organisation, P. 21.
- RENARD J. (2010), Théorie et pratique de l'audit interne, Eyrolles, Paris, 7^e édition, P.57.
- RENARD J. (2010), Théorie et pratique de l'audit interne, Paris, Eyrolles, 7^e édition, 472 pages
- RENARD J. (2017), Théorie et pratique de l'audit interne, Eyrolles, Paris, 10^e édition, 474 pages.
- Renard, J. (2012). Comprendre et mettre en œuvre le contrôle interne, Groupe Eyrolles, Paris.
- Sangaré B. (2025). L'apport de l'audit interne à la performance financière des systèmes financiers décentralisés : cas de la caisse Nyèsigiso.
- Silem A. et J.-M. Albertini (1999), Lexique d'économie, Paris, Editions DALLOZ.
- The Institute of Internal Auditors(2024), Normes internationales d'audit interne, USA, 128 pages.
- Yaich, A. (1996). Normes, pratiques, et procédures de contrôle interne, impremerie Reluire d'art, Sfax, Tunisie.
- Yaich, A. (2011). Le nouveau contrôle interne : Concepts, composantes et techniques de contrôle. 1^e édition, les éditions Raouf Yaich, Sfax, Tunisie.